

Présentation du guide

« Réussir sa piscine publique, 5 défis pour l'élu local »

Webinaire 8 Avril 2021



Programme

- Pourquoi un nouveau guide Piscines?
- Le positionnement de l'élu local, l'évolution des pratiques, et la sécurité
Yves ROULEAU, personne qualifiée ANDES
- La maîtrise des coûts de fonctionnement et les défis techniques de la construction ou rénovation
Olivier Perier, Directeur Dalkia Collectivité, Groupe EDF
- Les perspectives des équipements aquatiques à l'issue de ce guide et de la crise sanitaire COVID-19
Cyril CLOUP , Directeur général ANDES
- Questions/réponses
- Conclusion

Introduction générale

Marc SANCHEZ

Président de l'ANDES

Pourquoi un nouveau guide Piscines ?

- Seconde édition après le guide piscine édité en 2012
- Nouveau mandat local 2020 -2026
- Forte demande des élus locaux de conseils
- Rappel de l'expérimentation des complexes aquatiques en France en juin 2020
- Piscine = équipement structurant et transgénérationnel



Pourquoi un nouveau guide Piscines ?

- Enjeux de l'aisance aquatique, du savoir-nager, et de la lutte contre les noyades (1650 en 2018)
- 4000 piscines en France dont 10% en DSP
- Parc aquatique vieillissant
 - ⇒ Plan 1 000 piscines à bout de souffle
 - ⇒ 63% ont plus de 25 ans, et 50% ont plus de 30 ans)



Un guide pour les décideurs locaux

- **Une ligne éditoriale totalement remaniée, aérée, illustrée et accessible grâce aux onglets**
- **Un guide méthodologique 84 pages, pratique et non encyclopédique**
- **Envoi par courrier auprès des élus adhérents à l'ANDES**
- **Synthèse disponible, guide réservé aux adhérents**

https://www.andes.fr/wp-content/uploads/2021/03/SYNTHESE_GUIDE_PISCINE_vdef.pdf





Yves ROULEAU

Personne qualifiée ANDES

Un Guide pour des élus généralistes du sport

Les constats partagés

Un parc aquatique **vieillissant**

Un **souci environnemental constant**

Un usage pour **toutes les générations**

De la piscine au **centre aquatique**

Un équipement, **marqueur de territoire**

Un accompagnement **vers la modernité**



Des acteurs à fédérer

Les usagers – électeurs;
des **publics hétéroclites**
parfois en concurrence

De nombreux
concepteurs et techniciens
spécialisés à appréhender

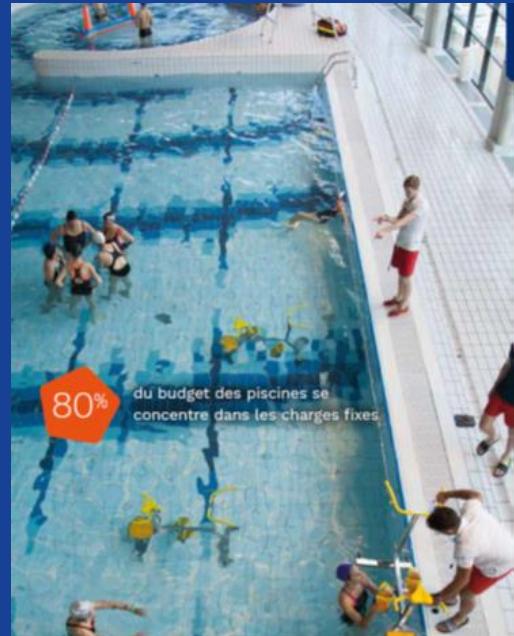
Les directeurs
pivots de la confiance



Le positionnement
des élus locaux, au cœur
du dispositif,
référents, responsables
et communicants

Donner les clés pour minimiser les imprévus

- **La juste mesure géométrique et géographique**
- **La juste mesure en terme économique:**
Quelle capacité financière de la collectivité ?
Quelles charges fixes? (80% du budget)
⇒ Elles dépendent essentiellement de la vocation de la piscine et de sa conception (quelle isolation- ventilation ? quelles énergies ? quel traitement de l'eau ?)
- **La juste mesure d'équilibre entre les usagers**
- **Savoir s'entourer de conseils et d'expertises**
- **Partager les expériences des élus locaux au sein du réseau ANDES**



La meilleure clé de la réussite :
trouver la juste mesure

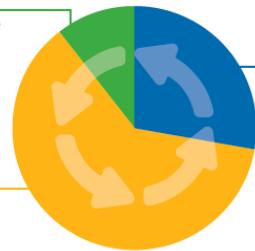
Répartition des coûts d'exploitation

Répartition des coûts d'exploitation piscine référence

Bâtiment : 10 à 15% =
coût de la piscine fermée

Gestion : 25 à 30% =
coût de la piscine prête
à accueillir du public

Activités : 55 à 65% =
charges directes liées
aux activités organisées



Source : Guide Andes :
« La nouvelle économie du sport
des collectivités locales ». 2015.

Exemple de taux d'occupation par type de public sur un panel de 15 centres aquatiques

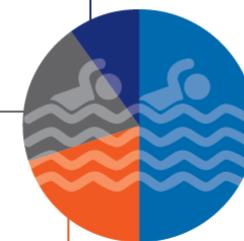
Activités aqualudiques : 10%

Clubs : 20%

Grand public : 50%

Scolaires : 20%

Prix moyen d'entrée = 4,20 euros



ZOOM / coûts en fonction des usagers

Zoom

10 indicateurs utiles de gestion

- 1 Fréquentation et taux de répartition des différents publics

Grand public
Scolaires primaires (Aisance aquatique, Apprentissage)
Clubs, Associations
Activités aquatiques organisées

- 2 Fréquentation par m² de bassin

- 3 Coût global par m² de bassin (hors investissement et amortissement)

- 4 Équivalent Temps Plein / m² de bassin

- 5 Taux entrées payantes / gratuites

- 6 Coût / recette de fonctionnement horaire pendant ouverture

- 7 Coût / recette des animations

- 8 Coût / recette horaire de l'espace forme

- 9 Masse salariale / coût global

- 10 Charges globales- recettes globales de fonctionnement : Coût social fiscalisé



Repères

Des coûts et des recettes variables selon les publics, 87% des charges concernent les publics individuels et scolaire, alors qu'ils ne représentent que 70% du temps d'ouverture.

Répartition des charges par type de public

Piscine référence <small>(annexe)</small>	Charges avec recettes
Public individuel ou abonnés	45%
Scolaires	42%
Associations	12%
Activités organisées	1%
Total	100%

Le coût social d'une piscine est d'autant plus élevé que la part des activités sociales et éducatives est importante.

Alors qu'une piscine principalement orientée sur le bien être, la santé, les loisirs et les animations peut dégager du profit.

Quid de la sécurité? L'ADN des piscines



Qualité de l'eau



Mesures anti Covid-19



Prévention
des noyades



Une responsabilité
partagée



Un projet éducatif insuffisamment
développé

Un projet de piscine



C'est une volonté **politique** et une aventure **passionnante** certes mais surtout :

Une **responsabilité stimulante**

Une **solidarité territoriale**

Une **équipe compétente**

Beaucoup de **disponibilité**



Olivier PERIER

EDF

Directeur Dalkia Collectivités

Coûts de construction et de fonctionnement

Comprendre la répartition des coûts permet
d'appréhender les postes sensibles

Enjeux de construction

En activité ou non la piscine
entraîne des coûts

Poste de consommation

Lavage des filtres représente la plus
grosse part : 40 à 60%

Coûts d'exploitation

55 à 65% des charges directes sont
liées aux activités

Réduire les coûts énergétique

60% des dépenses énergétiques
proviennent du chauffage de l'air
ambiant

L'eau et l'énergie

Un enjeu de confort pour les usagers

Mais surtout :

Un enjeu **sanitaire** : la qualité de l'eau

Un enjeu **économique** : les coûts de construction et de fonctionnement d'une piscine

Un enjeu **environnemental** : faire de la piscine un outil de la transition énergétique du territoire



Une preuve par l'exemple

Piscine Municipale
Roquebrune-Cap Martin

Une performance énergétique maîtrisée

51% d'EnR&R

25 m² de panneaux solaires thermiques

437 m² de plan d'eau



70% de l'équipement découvrable



Cyril CLOUP

Directeur général ANDES

Terre de Jeux 2024

“

Tout commence dans les territoires,
là où naissent les champions.

Paris 2024...Le rêve de tous les territoires

”



Les perspectives des équipements aquatiques

A l'issue de la rédaction de ce guide et de la crise sanitaires COVID-19, trois constats s'imposent :

- *On n'ira plus à la piscine comme avant*

⇒ Gestes barrières, sensibilisation du public, protocole sanitaire renforcé

- *On ne gérera plus la piscine comme avant*

⇒ Parcours client, services en ligne, attribution lignes d'eau, sobriété énergétique, modèle économique

- *On ne concevra plus les piscines comme avant*

⇒ des nouveaux concepts à couts modérés, bassins nordiques, configuration de l'installation, accès hall d'accueil vs accès direct vestiaires

⇒ Proposition d'un groupe de travail sur « la Piscine de demain » à Mme la Ministre des sports avec l'ensemble des acteurs concernés



Une actualité aquatique importante à l'approche de l'été

Demande de compensation des pertes d'exploitation des piscines

⇒ Réponse de Mme la Ministre Jacqueline GOURAULT, chargée de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales

Si la réponse à la demande d'une aide spécifique au secteur des complexes aquatiques n'est pas apportée, les pertes et recettes d'exploitation des activités tarifées des collectivités (piscines, patinoires, ...) seront désormais identifiées avec une sensibilité accrue par les services de l'Etat.

« Ces recettes sont concentrées sur un nombre plus restreint de collectivités, notamment celles qui portent les équipements structurants ou encore les services exploités en régie. Ce travail d'identification et de chiffrage collectivité par collectivité est en cours dans le cadre du groupe de travail conduit avec les associations représentant les élus du bloc communal... »

Dispositions relatives à la surveillance des baignades

Prochain décret qui devrait apporter une évolution sur les conditions de surveillance des BNSSA et des MNS

SAVE THE DATE

22 avril à 10h00

Webinaire

Guide sur les sources de financement des équipements sportifs

Sources de
Financements
des Équipements
Sportifs 2021

Merci de votre attention

@reseauandes

www.andes.fr

